

CONTROVERSE(S)

La lettre nîmoise du débat citoyen

N° 54

DECEMBRE 2025

L'EDITO

Dans ce numéro, nous nous interrogeons sur le profil que les différentes listes aux municipales vont donner à leurs programmes et leurs communications. Choisiront-elles un profil très politique ou bien un profil plutôt gestionnaire ?

Bonne lecture.

Ont contribué à ce numéro :
Catherine BERNIE-BOISSARD et Claude ALLET

Municipales 2026 : une élection politique ou gestionnaire ? Et à Nîmes ?

Vous le savez, les élections municipales auront lieu les 15 et 22 mars 2026. La même question revient tous les 6 ans : va-t-on voter pour une équipe capable de bien gérer la ville, ou bien pour un projet politique porteur d'une vision ?

En effet, on va se prononcer sur un bilan, sur les projets des différentes équipes, sur des personnalités, dans le contexte politique national et international du moment.

Pour en débattre, nous avons rencontré Mme Lengagé et M. Maville.

Mme Lengagé :

C'est d'abord une élection politique. C'est la première fois que les électrices et électeurs vont se prononcer après la dissolution de l'Assemblée nationale en 2024 et les législatives qui ont suivi. À Nîmes ce sont deux représentants de l'extrême-droite qui ont été élus député(e)s.

Ensuite, les municipales auront lieu un an avant les élections présidentielles. Les résultats vont peser sur ce scrutin décisif. Enfin, n'oublions pas que les élu.es municipaux, grands électeurs, vont désigner les sénateurs renouvelables à l'automne 2026.

Reste à savoir si cette élection locale va mobiliser l'électorat, alors qu'il y a un climat de défiance vis-à-vis du personnel politique, d'incertitude et d'inquiétude sur l'avenir du gouvernement ?

M. Maville :

Je pense que pour de nombreux citoyens les actions d'une municipalité et d'une communauté d'agglomération présentent **une grande différence avec les blocages des parlements français et européen.** Des décisions sont prises et se voient sur le terrain. Toutes les enquêtes montrent **une plus grande confiance dans les élus locaux** que dans les élus nationaux ou les gouvernements. Pour moi, ce scrutin va mobiliser les électeurs.



Mme Lengagé :

Souvenons-nous que le maire sortant Jean-Paul Fournier a été élu avec seulement 38% de votants en 2020. Certes, **en 2020 l'abstention était liée au Covid.** De plus la majorité de droite sortante était déjà divisée, entre M. Fournier et M. Lachaud. Situation identique à gauche entre M. Bouget et M. Richard.

C'est différent en 2026, car le maire sortant, élu depuis un quart de siècle, ne se représente pas. Toutefois, les trois candidats de droite et du centre, M. Proust, M. Plantier et Mme Rouverand sont, ou ont été ses adjoints. Ils sont donc porteurs du bilan, qu'ils s'en réclament ou non. Le renouvellement pourrait être incarné par la gauche, mais elle n'est pas totalement rassemblée, puisqu'à côté de l'union des partis de gauche et écologiste, il y aura certainement une liste Insoumise

M. Maville :

J'espère que le choix sera davantage déterminé par le contenu des programmes, la qualité des listes et les réponses aux problèmes de la ville : l'insécurité, les transports, l'attractivité économique, le civisme, le changement climatique ...

Certains sujets seront peu clivants. Aujourd'hui des délibérations proposées par le groupe majoritaire font régulièrement l'objet de votes favorables ou d'absentions de la part des groupes d'opposition. **Certains projets d'intérêt général font plus facilement consensus au niveau local** qu'au niveau national.

Ceci minore l'appartenance partisane, dont l'impact a tendance à diminuer à chaque scrutin, pas seulement dans les petites communes. Regardez les titres des listes déclarées. Elles font référence seulement à la ville, sans mention partisane. « Tout Nîmes », « Nîmes en commun », « Nîmes avenir », « Place aux Nîmois », « Vivons Nîmes ». N'est-ce pas une preuve de dépolitisation de ce scrutin local ?

Mme Lengagé :

En vous écoutant, j'ai le sentiment que pour vous les différences entre une gestion de droite et une gestion de gauche resteraient finalement limitées. Je pense au contraire les électrices et électeurs s'y retrouvent, lorsque les alternatives marquent une rupture avec la gestion sortante.

En matière d'immobilier par exemple, l'attitude face à la toute-puissance des promoteurs, à la pénurie de logements sociaux, à la priorité donnée à la transition écologique sont des choix politiques. **Confier la gestion de services publics à des sociétés multinationales** (Vinci/Indigo pour les parkings, Veolia pour l'eau) **ou des sociétés** comme Edeis pour l'aéroport et les monuments romains, **la SPL Agate** pour le stationnement, **la SPL Culture et patrimoine** pour le Musée de la romanité ou le Centre des congrès h2 **est encore un choix politique.**

Les oppositions comme les citoyens sont écartés de la gestion de ces services essentiels dans le cadre de ces délégations à des entreprises privées ou publiques.

M. Maville :

La politique est une chose, mais administrer une ville est devenu un métier complexe, qui exige d'aller au delà de formules parfois simplistes. Pensez : à la ville il faut gérer un budget de 393 Millions d'euros et à l'agglomération, de 341 Millions d'euros avec les 38 autres communes.

De plus les contraintes administratives et budgétaires sont nombreuses. **On ne peut pas tout remettre en cause en arrivant au pouvoir. De nombreux projets ou politiques sectorielles reposent sur des engagements pluriannuels.** Si un contrat de délégation de service publique a été signé pour une durée de 5 ans ou 10 ans, il est souvent très coûteux de vouloir y mettre fin avant son échéance.

Mme Lengagé :

Vous me le confirmez. L'élection municipale est profondément politique. **Face à ces contraintes il est impératif de faire des choix, d'affirmer des priorités.**

Derrière ces centaines de millions d'euros des budgets, il y a la question : dans quelle ville voulons-nous vivre ? Veut-on une ville plus solidaire ? **Veut-on une accélération de la transition écologique ? Veut-on poursuivre la priorité donnée au tourisme ?** Veut-on un égal accès de tous les citoyens aux services publics ? Veut-on accueillir des data-centers ?

A Nîmes, la même équipe de droite gère la ville depuis 25 ans sans remise en question. Mobiliser 60 millions d'euros sur le Centre des congrès, c'est bien une décision politique. D'autres priorités auraient pu être choisies.

M. Maville :

Vous avez l'obsession de la politique ! On ne peut pas séparer l'élection municipale de l'intercommunalité. Puisqu'en désignant les élu.e.s locaux, on désigne aussi les représentants à Nîmes métropole. L'expérience de ces six dernières années montre que quelles que soient les diver-

gences politiques, **les 39 communes de l'agglomération ont su gérer de manière équilibrée pour l'intérêt général.** En développant les transports publics avec la ligne T5 dans la Vaunage, en baissant le montant de la taxe des ordures ménagères, en poursuivant le programme de protection contre les inondations avec le PAPI 3, en maintenant le trafic passagers à l'aéroport ...etc.

Voilà une équipe en qui on peut avoir confiance.



Mme Lengagé :

Le temps n'est-il pas venu d'une révolution citoyenne ?

Vous décrivez une gestion de bon père de famille, en appui sur les compétences et l'expérience ... Mais en fait **c'est une gestion de notables, les autres succédant aux uns, avec le même profil.** Donnons la parole à ceux que l'on n'entend jamais, aux acteurs locaux, à la diversité de la société nîmoise.

M. Maville :

Chacun avance ses priorités, mais au total les programmes doivent tous répondre aux besoins de sécurité, de mobilités, d'attractivité, d'écologie, de démocratie locale, de proximité et de solidarité.

On retrouve ces priorités dans bien des projets, ce qui prouve que politique et gestion peuvent aller du même pas.

Sans conclure :

Les programmes des différentes listes ne sont pas encore publiés à ce jour. Leur diffusion nous permettra de repérer comment chacune d'elles entend mettre en avant un profil plus gestionnaire que politique ou inversement.

Reste à savoir comment les électeurs se positionneront sur ces questions au moment où la confiance dans les partis nationaux semble érodée.

Et vous, qu'en pensez-vous ?

Vous souhaitez réagir ou partager une réflexion ? Nous avons besoin de vos idées pour faire vivre cette lettre.
Ecrivez-nous à : contact@controverses30.fr
Retrouvez-nous sur notre site : <http://www.controverses30.fr/>
Et sur notre page <https://www.facebook.com/controverses30>